



À tous les niveaux, local, national, européen et international, des politiques publiques nouvelles d'envergure sont nécessaires pour mettre au centre l'intérêt général. Comment les mettre en oeuvre sans services publics ?

Un mode de développement en cause

La montée des inégalités de toute nature, les graves atteintes à l'environnement, l'enrichissement colossal des grands groupes industriels et financiers et d'une très petite minorité sont les conséquences de l'exploitation la planète, des humains et de la nature pour la recherche du profit.

L'intervention citoyenne indispensable pour ces politiques publiques

D'un côté, le président de la République annonce l'augmentation des aides aux pays du Sud, pour qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adaptent au changement climatique, de l'autre, il réduit les crédits d'aides au développement de 170 millions dans le projet de budget 2016.

D'un côté, on peine à atteindre l'objectif minimaliste de 100 milliards de dollars par an d'aides, de l'autre, chaque année, les pays de l'union européenne laissent s'échapper 1 000 milliards d'euros de recettes publiques à travers la seule évasion fiscale et le secteur des énergies fossiles reçoit à l'échelle de la planète plus de 700 milliards de dollars (voire 5 300 milliards de dollars selon le FMI) de subventions publiques directes.

Une transition écologique nécessaire

La transition écologique ne peut passer que par un changement de système de production, de distribution, de consommation et de recyclage et par des solidarités entre les territoires nationaux et internationaux.

Des services publics du 21e siècle

Quels que soient les résultats de la négociation des États, les services publics sont une des solutions indispensables. Nous sommes dans un monde d'interdépendances. Cela appelle le déploiement de politiques publiques solidaires à la hauteur des enjeux.

Ce n'est donc pas de réduction des dépenses publiques dont nous avons besoin mais au contraire de leur développement au service du bien commun. Et cela d'autant plus que la transition écologique est riche d'emplois publics qualifiés avec un statut qui met le personnel à l'abri des pressions de toute sorte. En effet, seule la mobilisation de la puissance publique peut promouvoir l'intérêt général dans un cadre démocratique.

Cela passe enfin par la transparence et la co-construction citoyenne des politiques publiques et de l'utilisation de l'argent public. (en pièce jointe la brochure de la Fédération des Finances sur les finances) La démocratisation des services publics avec l'intervention des citoyens et des personnels est un combat essentiel.

Site WEB : [La CGT entend peser sur les négociations](#)

fichiers:



[Télécharger convergence_cop21-2.pdf](#) (1002.48 Ko)



[Télécharger cop21.pdf](#) (6.44 Mo)

Public: [Infos Confédérales](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
